
Discours du Dr Ibrahim NORBERT RICHARD
Secrétaire général de la COI

FAO | Initiative régionale « Main dans la main » pour les PEID africains

Pourquoi les petits États insulaires en développement (PEID) d'Afrique, et pourquoi maintenant ? Vue d'ensemble stratégique des défis structurels et des opportunités, ainsi que de l'importance de l'intégration régionale.

Session d'ouverture
Mercredi 14 octobre 2026 | Rome, Italie

- **Monsieur Wallace Cosgrow, ministre des Pêches, de l'agriculture et de l'économie bleue de la République des Seychelles,**
- **Madame Xiangjun Yao, Directrice auprès de la FAO,**
- **Monsieur Patrice Talla Takoukam, coordonnateur sous-régional de la FAO pour l'Afrique australe,**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants des partenaires techniques et financiers,**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants du secteur privé,**
- **Excellences, Mesdames et messieurs.**

Je remercie la FAO d'avoir invité la Commission de l'océan Indien à ouvrir cette réunion et d'avoir fait des îles africaines un volet à part entière de l'Initiative « Main dans la main ».

La question posée, « Pourquoi les petits États insulaires en développement africains, et pourquoi maintenant ? », campe des enjeux complexes et une responsabilité que nous portons à la COI.

Pourquoi les îles d'Afrique donc et pourquoi maintenant ?

Parce que nos îles absorbent des chocs qu'elles ne provoquent pas, et que ces chocs se rapprochent. Les Comores, Maurice et les Seychelles dans l'océan Indien – et permettez-moi d'y ajouter la Grande Ile de Madagascar qui, même si elle n'est pas un PEID, n'en reste pas moins caractérisée par les même vulnérabilités -, le Cabo Verde, la Guinée-Bissau et São Tomé-et-Príncipe dans l'Atlantique, achètent une grande part de leur nourriture sur des marchés lointains. Une rupture de fret, une flambée du prix des céréales ou de l'énergie, un cyclone, et c'est le panier des ménages qui encaisse. Nos marchés intérieurs sont étroits, nos terres comptées, nos coûts de transport élevés, et nos échanges entre îles restent en deçà de

leur potentiel. La démographie fait croître la demande plus vite que notre production.

Ces vulnérabilités sont documentées depuis longtemps. Ce qui est nouveau, c'est notre capacité d'y répondre ensemble. En mars 2026 à São Tomé, la deuxième phase de l'initiative a réuni les îles de l'Atlantique et celles de l'océan Indien, et un réseau ministériel et parlementaire des PEID africains a été lancé. Nos îles disposent désormais d'un programme, d'une méthode et d'une voix politique commune. Laisser passer ce moment serait sinon une faute, au moins une erreur collective.

Nos États sont, pour l'essentiel, petits par leur territoire et vastes par leur océan. Leurs zones économiques exclusives couvrent plusieurs millions de kilomètres carrés, et l'océan Indien fournit une part majeure du thon commercialisé dans le monde. Une transformation locale plus poussée permettrait d'en conserver davantage de valeur. Les dossiers préparés pour le forum de 2025 prévoient déjà des unités de valorisation des prises accessoires aux Seychelles et à Maurice, destinées à l'industrie régionale d'alimentation animale. Pêche, aquaculture et transformation du poisson doivent devenir un pilier de notre sécurité alimentaire.

Sur terre, les écarts de productivité indiquent le chemin à parcourir. Aux Comores, le rendement de la banane, première culture du pays, est de 5,5 tonnes par hectare, contre 18 au Cabo Verde et 26 à São Tomé-et-Príncipe. Madagascar, qui sans être classé parmi les PEID en partage les contraintes, représente environ 99 % de la superficie des îles de la COI et 98 % de leurs terres arables. Le dossier présenté à Rome en 2025 lui confie un rôle d'ancrage, avec la production et la première transformation de denrées de base pour l'ensemble des îles de l'océan Indien.

Voilà ce que l'intégration régionale signifie concrètement. Madagascar produit, Maurice et les Seychelles transforment et exportent, les Comores relèvent leurs rendements, et la pêche relie l'ensemble. Aucune île ne réunit seule l'échelle, les terres et les débouchés. Ensemble, elles y parviennent. C'est ainsi que nous retrouverons une part de souveraineté alimentaire, c'est-à-dire produire davantage de ce que nous consommons, échanger entre nous ce que chacun fait le mieux et amortir les crises venues de l'extérieur.

La COI y contribue à la mesure de ce que son statut lui permet. Seule organisation intergouvernementale africaine composée exclusivement d'États insulaires, elle porte la sécurité maritime, sanitaire, environnementale et alimentaire comme des biens publics régionaux. Sans se substituer aux mécanismes d'intégration économique existants, elle rapproche les acteurs, harmonise les approches et fait entendre la voix collective de ses membres.

Pour la sécurité alimentaire, notre principal instrument est le PRESAN, le Programme-cadre régional de sécurité alimentaire et de nutrition, élaboré avec l'appui technique de la FAO et le soutien financier du FIDA. Il s'organise autour de trois axes, la production et la compétitivité des filières d'intérêt régional y compris la pêche, le commerce intra-régional et la nutrition, avec une unité de coordination basée à Antananarivo. Il est le cadre auquel doivent s'arrimer toutes les initiatives de sécurité alimentaire de la région, celle d'aujourd'hui comprise. Nos ministres l'ont réaffirmé à Antananarivo en mars 2025, et le 5^e Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la COI a appelé à mobiliser l'appui de nos partenaires pour le rendre pleinement opérationnel.

L'initiative « Main dans la main » apporte au PRESAN ce dont il a besoin pour changer d'échelle, à savoir une analyse géospatiale rigoureuse, des dossiers d'investissement structurés et un accès direct aux investisseurs. De cette jonction est né le portefeuille régional de 396 millions de dollars américains que nous présenterons à l'issue de cette intervention. Il associe production agricole, valorisation durable des ressources marines, innovation et échanges régionaux. Il s'inscrit dans un contexte de forte concurrence pour les capitaux, puisqu'en 2025, 31 pays et six initiatives régionales ont présenté 118 projets représentant 17,2 milliards de dollars. Les financements iront aux dossiers les plus solides. Les nôtres doivent l'être.

Je m'adresse donc à chacun d'entre vous. Aux banques de développement, aux fonds et aux partenaires bilatéraux, je demande de se positionner dès maintenant sur des projets précis du portefeuille, par un cofinancement, une garantie ou une première tranche de prêt. Aux investisseurs privés, je propose d'examiner en priorité la transformation, la logistique et la pêche, où les cas présentés en 2025 affichent des taux de rentabilité de l'ordre de 20 %. À la FAO, je demande de poursuivre l'accompagnement des projets jusqu'au bouclage financier. À nos États membres, je demande de lever les obstacles réglementaires, sanitaires et douaniers qui freinent le commerce entre nos îles.

La COI prend un engagement en retour. Elle suivra ce portefeuille projet par projet et rendra compte de son avancement à la prochaine réunion. La signature aujourd'hui d'un mémorandum d'entente avec la FAO donne un cadre à cet engagement. Nous serons jugés sur des projets financés, des emplois créés et des importations réduites.

Je vous remercie de votre aimable attention.